



DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

Séance du 18 décembre 2020

Intervention Marie-Louise GOURDON Présidente du groupe socialiste et écologiste

Monsieur le Président,

Mes chères et chers collègues,

Nous voilà réunis pour examiner un budget prévisionnel dans des circonstances assez exceptionnelles, dirons-nous !

Notre Département a subi en 1 an trois catastrophes climatiques et un attentat terroriste qui viennent se superposer aux conséquences déjà désastreuses de la crise sanitaire du COVID 19.

Un premier épisode climatique dramatique a eu lieu en octobre 2015, et avait touché la partie sud-ouest du département, faisant 20 victimes.

Fin novembre et décembre 2019, deux alertes rouges assorties de plans ORSEC ont déjà sérieusement meurtri notre territoire, mais ce n'était rien comparé au tsunami alpin que nous avons connu le 2 octobre.

En 5 ans, 4 épisodes d'une violence extrême ont assailli notre département, des événements climatiques parfois sans précédents.

Pour 2021, et les années qui viennent une partie de notre budget d'investissement sera concentré sur la reconstruction des vallées sinistrées par la tempête Alex.

Vous avez choisi d'inscrire cette année un emprunt de 200 millions d'euros qui fera table rase des efforts de désendettement fournis ces 5 dernières années. Vous donnez ainsi au Département les moyens d'agir pour la reconstruction des vallées. Il faut le faire au regard de l'ampleur de la catastrophe. Les aides de l'Etat annoncées à hauteur de 170 Millions d'€ sont attendues, ainsi que celles de la Région pour 20 Millions d'€.

Cet emprunt est une nécessité, et nous partageons pleinement cette décision.

La reconstruction des vallées, la solidarité avec les habitants, avec les entreprises, avec les collectivités, avec les agriculteurs et les éleveurs est une priorité absolue.

Il faut avant tout éviter que les Vallées de la Vésubie et de la Roya se désertifient, que les habitants qui ont perdu leur habitation, leur entreprise soient tentés de partir, ou, pour ceux qui ont tout perdu, de ne plus revenir.

Après le choc de la catastrophe, suivrait un désastre social et économique.

Maintenir les structures de santé, hôpitaux, maisons de retraite, services sociaux, services médicaux, gendarmerie, établissements culturels et sportifs est d'une extrême urgence. Nous soulignons l'élan de solidarité local et national, les aides des particuliers, celles des autres collectivités. Nous tenons à les remercier.

A ce stade, nous tenons à féliciter notre collectivité, les élus impliqués, les services départementaux, les agents, qui ont fait preuve d'une réactivité et d'une efficacité remarquables

Rétablir les communications, faire des routes ou des accès, même provisoires, poser des ponts, aller au plus près des habitants isolés, en moins de 3 mois et dans des conditions aussi difficiles, c'est presque un exploit que nous saluons ! Chapeau !

Vous aviez déjà réagi avec efficacité pour la gestion du Covid19, l'achat des masques, le soutien à toutes les structures de santé et de la dépendance.

Je suis fière d'appartenir à cette collectivité.

Concernant le Budget, la crise sanitaire nous prive de recettes de DMTO et de recettes provenant de la vie économique.

La crise, privant de nombreuses entreprises de travail a mis au chômage des milliers de personnes, particulièrement dans la restauration, l'hôtellerie, l'événementiel, activités majoritairement présentes sur notre territoire touristique. Et malheureusement, ce n'est qu'un début.

Un certain nombre de grandes entreprises installées dans notre Département s'en vont et licencient le personnel. Ainsi le fabricant d'implants neurologiques, installé sur la technopole Sophia Antipolis depuis 1986, a annoncé fermer le site en juin 2022. 102 emplois sont en jeu et au-delà les secteurs de pointe sur la technopole.

C'est très mauvais signe.

En 2020, c'est 3000 personnes en plus qui se sont inscrites au RSA. Vos prévisions budgétaires 2021 prennent en compte la progression de ces dépenses qui se traduit par une augmentation déjà constatée en DM1. Soit plus de 15 M d'euros d'allocations en plus, qui sont reconduits en 2021.

C'est un marqueur fort de la situation. Et 2021 sera sans doute encore pire dans ce domaine.

Monsieur le Président de la commission des finances vous avez présenté le projet de budget à la commission avec réalisme et humilité.

Les inconnues sont encore importantes :

Nous n'avons plus de levier fiscal, les recettes de DMTO incertaines, l'augmentation des allocations sociales, tout cela provoque un **effet de ciseau important entre les dépenses de fonctionnement en augmentation de 2,3 % et les recettes en baisse de 4,3 %**.

Mais vous gardez le cap sur nos compétences essentielles, celles des solidarités, avec les personnes âgées, les personnes handicapées, l'enfance et les familles, c'était essentiel et vous maintenez au même niveau les aides aux communes, aux associations culturelles et sportives. Merci pour ce soutien à la culture particulièrement.

Côté investissements, 350 M€ sont inscrits sont inscrits dont 150 pour la reconstruction des vallées.

Avec la réalisation de l'emprunt de 200M€, **l'encours de la dette dépassera sans doute de nouveau le milliard d'euros ; ce qui nous renvoie 10 ans en arrière.**

L'aide de l'Etat pour la reconstruction des vallées est en train d'arriver, 170 M€ sont attendus

Je propose que nous **regardions plus loin que le budget 2021 l'avenir de notre Département.**

Nous sommes aujourd'hui un Département à risques, le littoral comme la montagne.

- **risque terroriste** avec ce nouvel attentat à Nice,

- **risques sociaux** : Malgré les plans de lutte contre la pauvreté signés avec l'Etat, la situation n'évolue pas alors que le taux de pauvreté dans les Alpes-Maritimes est supérieur à la moyenne nationale. Selon le dernier rapport sur la pauvreté en France de l'Observatoire des inégalités, Nice serait la quatrième commune de France en nombre de personnes pauvres. Pas moins de 74.000 habitants y vivent en dessous du seuil de pauvreté et un de ses quartier est le « quartiers prioritaire de la ville » le plus pauvre de France. Il détenait déjà ce score dans le même classement en 2016. La jeunesse semble être la première en souffrance. Le plan de lutte contre la pauvreté, est peut-être à réinterroger.

- **Risques majeurs**, si l'on s'en tient aux seuls risques naturels, ce ne sont pas moins de 7 risques majeurs qui concernent l'ensemble du territoire des Alpes-Maritimes, inondation, incendie, mouvement de terrain, tsunami, séisme, avalanche, risque climatique.

Les scientifiques qui se sont exprimés sur ce dernier sujet font le lien entre la catastrophe des vallées et le réchauffement climatique.

Je pense donc que nous devons multiplier et intensifier les actions qui visent à lutter et à s'adapter au réchauffement climatique.

Monsieur le Président, vous avez eu la clairvoyance de créer une orientation transversale à votre politique départementale, c'est le green deal.

On sait que les prévisions sont pessimistes et que les politiques nationales et internationales ne sont pas suffisantes du tout pour enrayer le réchauffement.

Madame Corinne Le Quéré, présidente du Haut conseil pour le climat est venue ici même dans cet hémicycle nous alerter il y a un an.

En 2018 nous avons déjà pris un degré, c'est énorme ! D'ici 2030, 2030 c'est tout de suite, on peut en prendre 1 de plus, et d'ici 2050 on peut en prendre deux de plus si l'on n'enraye pas le processus.

Entre temps nous pourrions connaître encore des catastrophes comme celles du 2 octobre, des incendies, des tempêtes, des tornades, des raz de marée, des vagues submersion ...

Cette vision effrayante est bien décrite aujourd'hui par les climatologues du monde entier, et par ceux de notre région.

Pour autant, pour ne pas céder au catastrophisme, il nous faut regarder la vérité en face et prendre les mesures que nous pouvons prendre à l'échelle du Département, dans le cadre de nos compétences.

Il y en a un certain nombre dans ce budget et dans le projet de Greendéal.

Mais il me semble que l'on pourrait aller plus loin et plus vite.

C'est une véritable transition que nous devons opérer.

Plus loin pour moi, cela veut dire réfléchir aussi à notre modèle de développement.

La catastrophe climatique et le covid, en même temps ont montré les limites de notre modèle.

C'est notre façon d'occuper et d'urbaniser le territoire, c'est notre mode de consommation, c'est la gestion de l'énergie, la lutte contre tous les gaspillages ...qui sont en question aujourd'hui.

La question du décarbonage de notre société se pose de façon urgente.

Développer les Énergies renouvelables, les mobilités douces et le covoiturage, développer les activités agricoles, favoriser le télétravail pour réduire les déplacements.

Le développement du BIO dans l'agriculture et l'alimentation durable notamment dans la restauration scolaire des collèges fait aussi partie des solutions et il s'exprime un peu dans les rapports. Il faut prendre cette question à bras le corps pour qu'elle ait un résultat significatif dans les cantines. **Nous avons pris un engagement pour porter le bio à 50% d'ici 2022**, je ne l'ai pas retrouvé dans le rapport. Nous pouvons travailler ensemble sur ce sujet puisque Mouans-Sartoux a une expertise reconnue en ce domaine.

Tout cela va dans le bon sens mais il faudrait passer la vitesse supérieure pour parvenir, à notre échelle et dans nos compétences à atteindre les objectifs de la cop21.

Nous posons à nouveau la question de **l'urbanisation de la plaine du Var dans le projet de l'OIN**. Nous avons toujours été contre ce projet **surdimensionné**. Mais aujourd'hui, continuer à envisager des milliers de m2 de constructions, logements et entreprises n'est-ce pas franchement risqué ? Est-ce toujours judicieux avec les alertes climatiques que nous venons de subir ?

On ne peut pas dire que ça n'arrivera plus, ces épisodes extrêmes peuvent se reproduire avec le réchauffement climatique.

Même si nous multiplions les systèmes de protection, le risque d'inondation grave est de plus en plus probable avec des conséquences humaines et économiques toujours plus considérables.

La pandémie mondiale du COVID 19 nous a montré aussi à quel point notre économie touristique était dépendante, notamment de la venue des touristes étrangers. Tout le secteur de l'hôtellerie est aujourd'hui en berne et en danger.

Nous souhaitons participer positivement aux réflexions qui auront sûrement lieu sur une nouvelle approche de l'avenir et de l'adaptation au risque climatique de notre Département. Allez-vous créer des commissions ou groupes de travail ad'hoc ?

Une chose est cependant certaine, **nous sommes solidaires de ces efforts de solidarité envers les populations, nous sommes solidaires de ce budget de crise et, exceptionnellement, nous le voterons.**

Nos concitoyens attendent de nous que nous nous serrions les coudes au-delà de nos divergences et que nous soutenions ensemble la population.

Marie-Louise GOURDON

Maire adjointe à la culture de Mouans-Sartoux
Commissaire du Festival du Livre
Conseillère départementale des A.M.
Chevalière de la Légion d'honneur,
Chevalière des Arts et lettres
0686711070
www.lefestivaldulivre.fr